

Argentine, le "néo-péronisme", entre mythe et réalités



Alberto Fernandez, le nouveau président argentin aux côtés de l'ex-présidente et vice-présidente actuelle Cristina Kirchner

Le 27 octobre 2019 se tenaient les élections présidentielles en Argentine, pays marqué par des crises sociales, politiques et économiques au cours de ces dernières décennies, et qui semble plus que jamais avoir besoin d'aide comme en témoigne le prêt record du Fonds monétaire international (FMI) de 57 milliards de dollars accordé cette même année. Après 4 ans de gouvernement par la Proposition républicaine (PRO), le mouvement du président sortant Mauricio Macri, le pays a élu Alberto Fernandez, candidat péroniste du Frente de todos (Front de tous). Le nouveau président est accompagné de l'ex-chef de l'État Christina Fernandez de Kirchner (2007-2015) comme vice-présidente. Cette alternance marque le retour au pouvoir du péronisme après les défaites successives lors de l'élection présidentielle de 2015 et des élections législatives en 2017.

Le 26 octobre, un jour avant le vote, le quotidien *Le Monde* publiait une interview de l'analyste politique argentin Rosendo Fraga, puis, le 29 octobre, après la victoire d'Alberto Fernandez, il revenait sur le sujet avec deux tribunes libres esquisant la politique qui devra être mise en œuvre par le nouveau président.

Avant d'aborder les enjeux de cette élection, il faut tout d'abord comprendre ce qu'est le péronisme et ce qu'il représente pour le pays. Lors de son interview par Angeline Montoya, le directeur du centre d'études Nouvelle majorité, Rosendo Fraga, explique comment et pourquoi le péronisme, qui célèbre en 2020 ses soixante-quinze ans d'existence, continue de dominer la vie politique argentine. Ce mouvement politique fondé par le général Juan Domingo Peron (président entre 1946 et 1955 puis de 1973 à sa mort en 1974) avait donné à la classe ouvrière une série de droits économiques et sociaux. Il a été capable d'accueillir en son sein la droite la plus

néolibérale comme la gauche la plus radicale, et ainsi de dominer la scène politique argentine presque sans interruptions jusqu'en 2015, lorsqu'il s'est pour la première fois de son histoire présenté divisé. La présence de deux candidats se rattachant au même mouvement bien que ne partageant pas les mêmes idées a facilité alors la victoire de l'outsider Mauricio Macri.

En 2019 tout est différent : Mauricio Macri affronte un péronisme réunifié. En effet l'alliance entre l'ex-chef de l'État Cristina Kirchner et l'autre candidat aux élections de 2015, Sergio Massa, tous deux péronistes, a créé les conditions qui permettront à ce mouvement de revenir au pouvoir. En présentant comme candidat à la présidence l'ex-chef de campagne de Sergio Massa, Alberto Fernandez, Cristina Kirchner accepte de se rétrograder au poste de vice-présidente, mais garde ainsi une forte influence. Pour Massa, la seule façon d'intégrer le pouvoir « était de s'allier avec Cristina à travers Alberto », résume Rosendo Fraga. Selon lui le péronisme constitue « la spécificité de la politique argentine », et il n'existe aucune « analogie à celui-ci dans le monde ». Bien que beaucoup pensaient que celui-ci « ne survivrait pas à une défaite présidentielle », il s'est bien relevé de celle de 2015 comme il avait survécu dans les années 1980 à la dictature militaire.

Pour Fraga, cette capacité de survie est due aux fondements même du mouvement qui se veut être « un parti, un mouvement, une doctrine, une idéologie et une culture ». Et cela se constate au delà des opinions avec Cristina Kirchner qui « n'est peut-être pas idéologiquement péroniste » mais qui en s'alliant avec Sergio Massa et Alberto Fernandez, « démontre qu'elle l'est culturellement, car c'est ce que fait le péronisme constamment. »

Parallèlement, Fraga souligne l'implication de Cristina Kirchner dans la transmission familiale du pouvoir. Pour lui, « son véritable objectif politique » est que son fils Maximo Kirchner devienne président à son tour un jour. Et tout semble se passer pour le mieux lorsque l'on regarde ce dernier qui est aujourd'hui « un dirigeant politique et un député avec un vrai discours ». Bien qu'il soit impossible de savoir s'il sera président, on peut affirmer que « Cristina a un concept familial du pouvoir » qui est symptomatique de la culture péroniste : son défunt mari Néstor Kirchner avait quant à lui occupé la plus haute fonction de l'État de 2003 à 2007.



Alberto Fernandez et Cristina Fernandez de Kirchner, le 27 octobre à Buenos Aires

Qu'est ce qui attend le nouveau tandem péroniste au pouvoir ? « Dans l'immédiat, c'est la crise du change qu'il faut gérer », estime Yves de Ricaud, consultant en développement économique et ancien conseiller économique et commercial notamment à Buenos Aires, dans sa tribune parue le 29 octobre, deux jours après l'élection d'Alberto Fernandez. Le pays fait face à des défis économiques de taille et l'élection du nouveau chef de l'État argentin « ne permet pas de prédire quelle politique économique sera menée entre un président qui représente une aile modérée, réaliste, voire libérale, tandis que sa vice-présidente incarne un péronisme de gauche plus nationaliste » explique-t-il. Mais le peso ne cesse de perdre de sa valeur (-3 % par rapport au dollar la semaine même de l'élection), et bien que la victoire écrasante du duo écarte la perspective d'un second tour, il faut compter sur un travail coopératif entre l'ancienne et la nouvelle équipe présidentielle afin de « mettre en œuvre les mesures économiques nécessaires ». Cependant la banque centrale tend à « laisser filer le cours du peso pour protéger ses réserves de change, au risque de donner une nouvelle impulsion à l'inflation » qui pourrait s'avérer fatale. Elle pourrait à l'inverse également accentuer drastiquement le contrôle des changes et poursuivre ainsi la politique de fin de mandat de Mauricio Macri.

« Mais immédiatement derrière la crise du change se profile celle des paiements », rappelle Yves de Ricaud. Depuis la crise qu'a connue le pays en avril 2018, les prêteurs internationaux ont abandonné l'Argentine, et pour la seule année 2020, « les échéances cumulées de la dette publique représentent un montant à rembourser de presque 40 milliards de dollars ». Bien que des organismes tels que le FMI semblent apporter de l'aide au pays avec des prêts atteignant 57 milliards de dollars, rien ne semble éviter à l'Argentine de « faire face à ses obligations ». En Argentine l'histoire se répète donc à chaque crise financière où les créanciers sont largement mis à contribution.

Cependant la crise touche chaque année un peu plus le peuple argentin. L'inflation du peso, jamais descendue en dessous de 25 %, avoisine aujourd'hui 60 % à cause de la hausse du dollar, et l'on constate une baisse réelle des salaires de 4 % par an pendant le mandat de Macri, soit 16 % sur son mandat complet. Le PIB diminue également tous les ans et le déficit budgétaire de 6 % en 2019 semble croître pour 2020. « Face à cette situation, quelle politique les deux Fernandez mettront-ils en œuvre » se questionne alors Yves de Ricaud. Cela pourrait être un retour à celle de Cristina entre 2007 et 2015, « marquée par un populisme débridé, générateur d'inflation et de déficit budgétaire », mais également une politique nouvelle et propre au nouveau dirigeant ressortissant d'un péronisme plus modéré. Cela reste très flou et il est difficile de savoir quels sont les plans du gouvernement argentin pour le futur économique du pays.

En tout cas ce sera le mandat de la dernière chance pour l'économie du pays. Un retour à une inflation de 25 % semble obligatoire, voir même insuffisant. Par ailleurs l'octroi de conditions fiscales extrêmement favorables aux entreprises du secteur des hydrocarbures, en particulier celles qui exploitent le gisement géant de pétrole et de gaz de schiste de Vaca Muerta, est considéré par certains comme l'unique et ultime espoir afin de redresser l'économie.

Alberto Fernandez et son équipe rappelaient durant leur campagne leur vif souhait de se rapprocher économiquement du Brésil, ce qui donnerait enfin de l'importance au pays sur le plan international. D'autres aspects de son programme (liberté d'importation, politique budgétaire équilibrée, taux de change flottant...) attestent également « de cette volonté affichée de mettre en œuvre un péronisme modéré et réaliste, voire libéral », très différent du « kirchnérisme ».

Carlos Quenan, économiste et professeur en sciences économiques à l'Institut des hautes études de l'Amérique Latine (Sorbonne-Nouvelle), estime de son côté qu'Alberto Fernandez devra constituer « un gouvernement de large base » afin de faire face à cette situation économique et sociale dégradée.

Selon lui, le pays est perçu « comme bloqué et peu fiable en raison de sa conflictualité interne exacerbée et d'incidents répétés de paiements extérieurs ». Cette perception serait due à deux facteurs principaux :

Premièrement, « l'absence de compromis socio-institutionnels stables » qui pourraient donner de la viabilité et de l'entrain au processus de développement. Une situation qui est « le fruit de l'affrontement permanent, depuis près d'un siècle, entre deux blocs antagonistes ». On retrouve d'une part, un bloc « libéral-ouverturiste » dont les projets ont été portés tout récemment par le gouvernement de Mauricio Macri d'autre part, un bloc « national-développementaliste », « associé aux orientations des gouvernements du péronisme « traditionnel » des années 1940-1950. »

Dans un second temps, cette « incapacité de constituer des coalitions politiques à même de mettre en œuvre une stratégie de développement » ralentit la croissance générale du pays qui se voit même être en dessous de la moyenne des pays d'Amérique latine (entre 1975 et 2018, l'Argentine a connu une croissance de 1,9 % par an, contre un peu plus de 3 % pour l'Amérique latine durant la même période). L'Argentine semblait pourtant disposer au départ « de tous les ingrédients nécessaires pour se développer, c'est-à-dire l'abondance de ressources naturelles, une offre raisonnable d'infrastructures collectives et une main-d'œuvre qualifiée ».

Selon Carlos Quenan, les propositions d'Alberto Fernandez durant sa campagne et son programme montrent une volonté de combiner les avantages des secteurs économiques dominants du pays, c'est à dire les secteurs agroalimentaire, minier et de l'énergie. Cependant les décisions importantes devront être prises dans les plus brefs délais afin de mettre un terme à la « la dégradation rapide de la situation économique et sociale et la fragilisation de la position financière extérieure » qui pourrait causer une crise sans précédents. Cette fragilisation est la conséquence directe de « l'accroissement vertigineux de l'endettement sous le gouvernement Macri ce qui se traduit par des échéances particulièrement lourdes auprès des créanciers privés et du FMI pendant la période 2020-2024 ». Pourtant Fernandez semble viser un nouvel accord avec le FMI, ce qui n'est pas chose facile compte-tenu du montant vertigineux prêté, afin de repousser et alléger un peu plus les remboursements en échange de réformes du marché du travail et de la fiscalité.

Au niveau de la politique économique intérieure du pays, le nouveau gouvernement mise selon Quenan sur « la concrétisation d'un pacte qui, avec la participation de l'Etat, des syndicats et d'entrepreneurs, chercherait à stabiliser l'inflation ».

Afin de gérer la crise et trouver des solutions au plus vite, le nouveau président devra donc « constituer un gouvernement permettant de faire face aux demandes sociales les plus urgentes et de canaliser l'impatience des secteurs les plus vulnérables de la population ». Cependant le retour au pouvoir des péronistes confirme bien le « caractère extrêmement conflictuel de la société argentine » dont les bases bâties il y a près de trois quarts de siècle semblent nécessiter de lourdes réformes afin d'éviter le pire.

Alexandre SCHÜTZ (1^{ère} 10), le 3 janvier 2020